

BIENS MAL ACQUIS : LA CARTE AUX TRÉSORS

Sassou N'Guesso

Obiang

Bongo

Ben Ali

Kadhafi

tous

CONTRIBUEZ



RETROUVER L'ARTICLE DANS SON INTÉGRALITÉ

FORTUNE DES DICTATEURS: AU TOUR DE BEN ALI ET KADHAFI

LE 18 AVRIL 2011 OLIVIER TESQUET

Avec les révolutions arabes, la liste des biens mal acquis des dictateurs s'allonge. Le départ de Ben Ali et la chute programmée de Kadhafi pourraient rouvrir le dossier et accélérer les enquêtes. OWNI fait le point avec une carte interactive.

Près de 200. C'est le nombre de biens mal acquis de cinq despotes africains que nous avons identifiés et listés sur notre carte consacrée au trésor des dictateurs. **L'association Sherpa**, qui "protège les populations victimes de crimes économiques", avait déjà largement documenté les avoirs dans l'Hexagone de feu Omar Bongo (président du Gabon), Denis Sassou N'guesso (président du Congo-Brazzaville) et Théodore Obiang (président de la Guinée-Equatoriale). Une bonne partie de leur patrimoine avait été consignée dans des listings, pour un montant total évalué à 35 millions d'euros, que nous avons regroupé sous trois catégories:

Voitures de luxe et biens de consommation

Hôtels particuliers et biens immobiliers

Comptes en banque disséminés à travers le monde

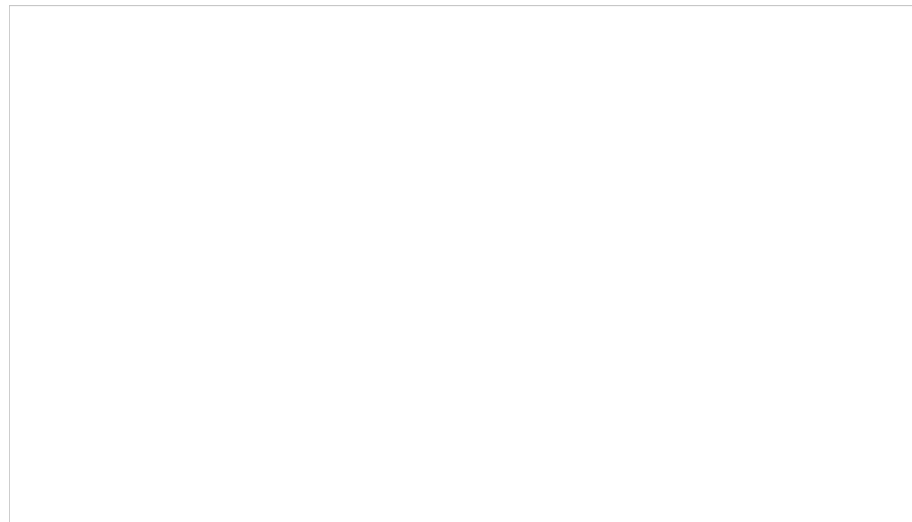
A la faveur des révolutions arabes, de nouveaux noms font leur apparition dans ce club fermé des fortunes mal acquises. Parmi eux, Zine el-Abidine Ben Ali, le président tunisien déchu, et Mouammar Kadhafi, le dictateur atrabilaire s'accrochant à sa chaire de Guide de la Révolution.

Les révolutions pourraient relancer des procédures enterrées

Aux plaintes déposées devant la justice par les ONG Sherpa et **Transparence International** en 2008, les gouvernements incriminés avaient riposté par la voie de recours

judiciaire, avec un certain succès. En avril 2009, le Tribunal de grande instance de Paris s'était opposé à l'ouverture d'une enquête, et il avait fallu **une décision de la Cour de cassation** en novembre 2010 pour casser ce premier avis.

Finalement, les soulèvements populaires récents pourraient bien relancer des procédures fastidieuses. Après avoir multiplié les déplacements de l'autre côté de la Méditerranée ces dernières semaines, l'**avocat** William Bourdon et Sherpa espèrent beaucoup de la justice française: dans les affaires de corruption d'agents publics, **définies par la convention OCDE de 1997**, il n'y a pas de partie civile, et le parquet a le monopole de l'instruction. Parquet qui dépend directement du ministère de la Justice...



Le défi Kadhafi

Ainsi, le procureur de la République de Paris, Jean-Claude Marin, a été saisi pour identifier les biens des clans Ben Ali-Trabelsi et Kadhafi. Dans un courrier adressé le 7 mars 2011, Me William Bourdon et Daniel Lebègue (président de Transparence International) réclament *"l'ouverture d'informations judiciaires, ce dernier cadre procédural [leur] paraissant mieux adapté à la complexité et au caractère international des infractions dénoncées."* Sherpa s'est également positionnée sur le cas du président égyptien Hosni Moubarak, même si l'essentiel de ses avoirs a été placé ailleurs en Europe, et notamment au Royaume-Uni. La City de Londres reste l'un des principaux havres de paix des chefs d'Etat kleptomanes.

Le 1er avril, c'est Michel Maes, Vice-Procureur de la République adjoint en charge des relations avec les commissaires aux comptes qui a reçu un courrier signé des deux associations. Dans celui-ci, elles demandent aux autorités françaises de s'aligner sur les décisions de gel votées en Tunisie, et réclament une **vigilance particulière vis-à-vis des avoirs du colonel Kadhafi**:



Il nous paraît important que vos recherches ne se limitent pas aux seules personnes physiques visées par la plainte mais soient étendues aux avoirs que pourraient détenir les fonds d'investissement libyens ainsi que la Banque Centrale de Libye sur le sol français. Dirigées par des proches du cercle Kadhafi ; ces différentes institutions sont réputées pour servir de réserve personnelle au clan.





Cliquer sur la carte pour naviguer dans l'application

D'après les estimations du Figaro, la seule Libyan Investment Authority (LIA), le premier fonds souverain libyen, **gèrerait 50 millions de dollars** (la manne pétrolière, notamment), la moitié d'une fortune totale évaluée à 100 millions d'euros. Le défi, dans le cas du despote libyen? Remonter le fil de transactions rarement effectuées en son nom propre. "Concernant Ben Ali, on commence à avoir une idée précise de son patrimoine immobilier", se réjouit Daniel Lebègue.

"Pour Kadhafi, c'est plus compliqué. Beaucoup d'investissements ont été faits par le biais de structures étatiques, sur lesquelles il exerce un contrôle absolu. Il a placé de l'argent dans de nombreuses places financières, aussi bien à la City de Londres que dans les pays du Golfe."

Témoignages anonymes

Tandis que les premières informations précises affleurent, le travail de recension continue. Dans les premiers mémos de Sherpa, un large chapitre est consacré aux "sources d'information non confirmées". On y découvre que le clan Ben Ali-Trabelsi a ses particularismes. Là où les familles Bongo et N'guesso ont acheté des appartements en leur nom, avec des oncles, des frères ou des nièces (quoi de plus logique, puisque **les deux familles sont liées**), les Tunisiens auraient fait beaucoup d'acquisitions par le truchement de sociétés civiles immobilières.

Et déjà, les langues se délient. C'est le second enseignement de ces documents. Trois mois seulement après le départ précipité de Ben Ali, les émoignages anonymes se multiplient, comme si des vocations de *whistleblowers* (lanceurs d'alerte, *NDLR*) étaient nées dans la transition démocratique. Coups de téléphone, riverains bavards, nombreux sont ceux qui se manifestent pour identifier les biens. Une manière comme une autre de solder un héritage plus que jamais coûteux.

Retrouvez l'intégralité des données ci-dessous (n'hésitez pas à nous fournir de nouvelles informations via le formulaire "Contribuez" de l'application):

Un immense merci à Jérôme Alexandre pour le développement et à Marion Bouchariat pour le design.

Crédits photo: **Intertitres, Mykl Roventine**

JÉRÔME

le 18 avril 2011 - 17:45 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Attention à ne pas sombrer dans la chasse aux sorcières. Si rechercher les avoir mal-acquis pour les restituer paraît une bonne idée. Faire appel à la délation, et s'autoriser des approximations me semble hyper dangereux.

Est-ce fait pour mieux préparer un lynchage ? Va-t-on poursuivre cette enquête avec tous les chefs d'états ?

Et puis une autre question. Ces biens et avoir si il peuvent par la loi du plus fort être confisqués, à qui vont-ils revenir ?

Ne sommes nous pas en train de recréer l'affaire des avoirs juifs de la deuxième guerre

?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

OLIVIER TESQUET

le 18 avril 2011 - 17:51 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Cher Jérôme,

Nous n'appelons pas à la délation. Comme stipulé dans le formulaire d'envoi, nous recouperons les éventuelles informations qu'on nous soumettra. Dès lors, les approximations que vous pointez sont évacuées.

L'objectif n'est pas de préparer un lynchage, mais d'éclairer un phénomène malheureusement très répandu et systématique dans de nombreuses dictatures (cf. le rapport 2009 du CCFD). Quant à savoir à qui ils doivent revenir, c'est à la justice de le déterminer.

*Bien à vous,
OT*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DAVIDSERVENAY

le 18 avril 2011 - 17:56 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Autre chose, Jérôme, ce type de procédure n'est pas nouveau.

Après la chute du général Sani Abacha en 1998, le Nigéria s'est lancé dans une longue quête de l'argent détourné par le dictateur. Au bout de quelques années, la Suisse a restitué une bonne partie du magot (environ 4 milliards de dollars).

Ce n'est donc pas totalement vain comme démarche, surtout si on y ajoute le deuxième effet kiss cool, qui consiste à penser que, se sachant "poursuivable", les chefs d'Etat kleptomane hésiteront un peu plus à amasser fortune de douteuse manière...

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

BRANIF

le 19 avril 2011 - 12:20 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



deux fautes non ?

"nombre de biens mal acquis de cinq despotes africains que nous avons identifiés et listés"

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

OLIVIER TESQUET

le 19 avril 2011 - 13:18 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@branif: Vous avez raison. Nous avons longuement hésité (se réfère-t-on au nombre ou aux biens?), mais votre arbitrage l'emporte.

*Bien à vous,
OT*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

NICO

le 20 avril 2011 - 10:07 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Les "Biens mal acquis" ne concernent-ils que les dictateurs africains ? Nos hommes politiques ayant largement profité de cette manne financière je ne comprends pas pourquoi aucunes de leurs possessions ne figure sur votre carte. Ne pourrait-on pas les pointer du doigt aussi ?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI REPENDRE

OLIVIER TESQUET

le 20 avril 2011 - 10:12 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Nico: Si l'adage dit que "les biens mal acquis ne profitent jamais", il y a fort à parier que la réalité soit toute autre.

Néanmoins, il n'est pas évident de corrélér l'enrichissement de certains membres de notre classe politique avec les investissements de dictateurs étrangers. Il faut pouvoir enquêter, étayer les informations, les prouver. Jusqu'à présent, ce terme de l'équation n'a pas été résolu. Si nous trouvons des éléments, soyez assuré que nous les publierons.

Cordialement,
OT

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

RGV26

le 21 avril 2011 - 10:28 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Toujours bien de dénoncer l'argent que se fait les dictateurs hein et pour nos soit disant démocrates ?

Les biens mal acquis ? D'accord mais à part ça on dirait qu'on oublie ce qu'à fait Kadhafi pendant qu'il a dirigé le pays. Oubliant qu'il a enrichi sa population qui a aujourd'hui (du moins avant l'insurrection armée) un niveau de vie élevée (égal ou supérieur au notre). Faire un parallèle entre Ben Ali (qui lui a véritablement voler sa population d'une certaine manière) et Kadhafi et non seulement insultant mais montre aussi l'envie de dépendre ainsi ceux que veut remplacer par des gens plus maniables. Bref outre que je doute que vous ayez fait autant pour un peuple que Kadhafi il aurait été préférable de ne pas l'associer à Ben Ali (notamment qu'en on sait que ce sont 2 régimes différent on veut croire que les "dictatures sont tous les mêmes...ne nous réduisons pas intellectuellement comme le veut nos médias :))

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

CHRISTIANOVICH

le 14 juillet 2011 - 9:54 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK

**LES MENSONGES DE LA GUERRE DE L'OCCIDENT CONTRE LA LIBYE**

Kadhafi L'Homme à abattre.

A) LES VRAIES RAISONS DE LA GUERRE EN LIBYE**1) Premier satellite Africain RASCOM 1**

C'est la Libye de Kadhafi qui offre à toute l'Afrique sa première vraie révolution des temps modernes: assurer la couverture universelle du continent pour la téléphonie, la télévision, la radiodiffusion et de multiples autres applications telles que la télé-médecine et l'enseignement à distance. Pour la première fois, une connexion à bas coût devient disponible sur tout le continent, jusque dans les zones rurales grâce au système par pont radio Wimax.

L'histoire démarre en 1992, lorsque 45 pays africains créent la société RASCOM, Rascom AFRICA SAT pour disposer d'un satellite africain et faire chuter les coûts de communication sur le continent. Téléphoner de et vers l'Afrique était alors le tarif le plus cher au monde, parce qu'il y avait un impôt de 500 millions de dollars que l'Europe encaissait, par an, sur les conversations téléphoniques, même à l'intérieur d'un même pays africain, pour le transit des voix sur les satellites européens comme Intelsat. Un satellite africain coûtait seulement 400 millions de dollars, payable en une seule fois. Cela aurait permis de ne plus avoir à payer les 500 millions de location par an. Quel saint banquier ne financerait-il pas un tel projet? Seulement, l'équation la plus difficile à résoudre était, en réalité, la suivante: comment l'esclave peut-il s'affranchir de l'exploitation servile de son maître, en sollicitant l'aide de ce dernier pour y parvenir? Ainsi, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire Internationale (FMI), les Etats-Unis et l'Union Européenne ont fait patienter inutilement ces pays pendant 14 ans...

Rascom AFRICA SATC'est en 2006 que Kadhafi met fin aux supplices occasionnés par l'inutile mendicité à nos prétendus bienfaiteurs occidentaux, experts dans la pratique de prêts à des taux usuraires. Le guide Libyen a ainsi mis sur la table 300 millions de dollars, la Banque Africaine de Développement (BAD) a apporté 50 millions de dollars, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a mis 27 millions de dollars, et c'est ainsi que l'Afrique a, depuis le 26 décembre 2007, le tout premier satellite de communication de son histoire. Dans la foulée, la Chine et la Russie s'y sont mises, cette fois, en cédant leur technologie, ce qui a permis le lancement de nouveaux

satellites nationaux, Sud-Africain, Nigérien, Angolais et Algérien. Suivra même un deuxième satellite africain lancé en juillet 2010. Et on attend pour 2020, le tout premier satellite technologiquement 100% africain, Rascom AFRICA SAT construit sur le sol africain, notamment en Algérie. Ce satellite est prévu pour concurrencer les meilleurs du monde, mais à un coût 10 fois inférieur: un vrai défi.

Voilà comment un simple geste symbolique de 300 petits millions de dollars peut changer la vie de tout un continent. La Libye de Kadhafi a fait perdre à l'Occident, pas seulement 500 millions de dollars par an, mais les milliards de dollars de dettes et d'intérêts que cette même dette permettait de générer à l'infini, de façon exponentielle, contribuant ainsi à entretenir le système occulte pour dépouiller l'Afrique.

2) Fond Monétaire Africain (FMA), Banque Centrale Africaine (BCA), Banque Africaine des Investissements (BAI)

Les 30 milliards de dollars d'actifs Lybiens récemment saisis par Barack Obama (sous le fallacieux prétexte de sanctions contre Kadhafi) appartiennent à la Banque Centrale Libyenne. Ils étaient prévus pour la contribution libyenne à la finalisation de la Fédération Africaine à travers 3 projets phares:

- (i) la Banque Africaine d'Investissement (BAI) à Syrte en Libye,
- (ii) la création, dès 2011, du Fond Monétaire Africain (FMA) avec un capital de 42 milliards de dollars, avec Yaoundé pour siège,
- (iii) la Banque Centrale Africaine (BCA), avec le siège à Abuja au Nigeria (dont la première émission de monnaie africaine signera certainement la fin du Franc CFA, par lequel Paris a la main mise sur certains pays africains depuis 50 ans).

On comprend dès lors la rage de Paris contre Kadhafi. Le Fond Monétaire Africain (FMA) doit remplacer en tout et pour tout les activités sur le sol africain du Fond Monétaire International (FMI) qui, avec seulement 25 milliards de dollars de capital, a pu mettre à genoux tout un continent avec des privatisations discutables, comme le fait d'obliger les pays africains à passer d'un monopole publique à un monopole privé. Comble du vice, ce sont les mêmes pays occidentaux qui ont frappés à la porte pour devenir eux aussi membres du Fond Monétaire Africain (FMA). Heureusement, c'est à l'unanimité que, les 16 et 17 décembre 2010 à Yaoundé, les Africains ont repoussé cette convoitise, instituant que seuls les pays africains seront membres de ce Fonds Monétaire Africain (FMA).

Il est donc évident qu'après la Libye, la coalition occidentale déclarera sa prochaine guerre à l'Algérie. En effet, ce pays, en plus des ses ressources énergétiques énormes, possède une réserve monétaire de 150 milliards d'euros, convoités par tous les pays qui bombardent la Libye. Car ceux-ci ont tous quelque chose en commun: ils sont tous financièrement en quasi faillite; les USA à eux seuls ont 14.000 milliards de dollars de dettes, tandis que la France, la Grande Bretagne et l'Italie ont chacun environ 2.000 milliards de dettes publiques. Pendant ce temps, les 46 pays d'Afrique Noire ont, au total, moins de 400 milliards de dollars de dettes publiques...

Créer des fausses guerres en Afrique, dans l'espoir de trouver de l'oxygène pour continuer leur apnée économique (qui ne fait que s'empirer), est une stratégie destinée qui ne fera qu'enfoncer les Occidentaux dans leur déclin. Celui-ci a pris son envol en 1884, lors de la fameuse Conférence de Berlin. Car comme l'avait prédit l'économiste [Ecossois] Adam Smith, dans son soutien à Abraham Lincoln pour l'abolition de l'esclavage, «l'économie de tout pays qui pratique l'esclavage des Noirs est en train d'amorcer une descente vers l'enfer qui sera rude le jour où les autres nations vont se réveiller».

Kadhafi L'Homme à abattre.

3) Unions régionales comme frein à la création des Etats Unis d'Afrique

Pour déstabiliser et détruire l'Union Africaine (qui s'en va dangereusement, du point de vue de l'Occident, vers les Etats-Unis d'Afrique, avec la main de maître de Kadhafi), l'Union Européenne a d'abord tenté, sans y parvenir, la carte de la création de l'Union Pour la Méditerranée (UPM). Il fallait à tout prix couper l'Afrique du Nord du reste de l'Afrique, en mettant en avant les mêmes thèses racistes des 18^e et 19^e siècles, selon lesquels les populations africaines d'origine Arabes sont plus évoluées, plus civilisées que le reste du continent. Ce projet a échoué parce que Kadhafi a refusé d'y aller. Il a compris très vite le jeu de l'Union Européenne, dès lors que l'on s'est mis à parler de Méditerranée, en associant quelques pays africains (sans en informer l'Union Africaine) et en invitant tous les 27 pays de l'Union Européenne. L'Union Pour la Méditerranée (UPM), sans le principal moteur de la Fédération Africaine, était foirée avant même de commencer, un mort-né avec Sarkozy comme Président et Moubarack comme Vice-Président. C'est ce projet qu'Alain Juppé tente de relancer aujourd'hui, tout en misant sur la chute de Kadhafi...

Mais ce que les dirigeants africains ne comprennent pas est que, tant que ce sera l'Union Européenne qui finance l'Union Africaine, on sera toujours au point de départ. Car dans ces conditions, il n'y aura pas d'indépendance effective. C'est dans le même sens que l'Union Européenne (UE) a encouragé et financé les regroupements régionaux en Afrique. En effet, il est évident que la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui a une ambassade à Bruxelles, et qui tire l'essentiel de son financement de l'Union Européenne (UE), est un obstacle majeur contre la Fédération Africaine envisagée par Kadhafi. C'est ce système qu'Abraham Lincoln avait combattu dans la guerre de sécession aux Etats-Unis, parce qu'à partir du moment où un groupe de pays

se retrouvent autour d'une organisation politique régionale, cela ne peut que fragiliser l'organe central. C'est ce que l'Europe voulait. Et c'est ce que les Africains n'ont pas compris en créant coup sur coup, la COMESA, l'UDEAC, la SADC et le Grand Maghreb (qui n'a d'ailleurs jamais fonctionné, encore une fois, grâce à Kadhafi, qui lui l'avait très bien compris).

4) Kadhafi, l'Africain qui a permis de laver l'humiliation de l'Apartheid

Kadhafi est dans le cœur de beaucoup d'Africains, comme un homme très généreux et humaniste, pour son soutien désintéressé à la bataille contre le régime raciste de l'Apartheid en Afrique du Sud. Si Kadhafi avait été un homme égoïste, rien ne l'obligeait à attirer sur lui les foudres des Occidentaux pour avoir soutenu financièrement et militairement l'ANC dans sa bataille contre l'Apartheid. C'est pour cela qu'à peine libéré de ses 27 ans de prison, Nelson Mandela décide de rompre l'embargo des Nations Unies contre la Libye le 23 Octobre 1997.

Cet embargo aérien avait, pendant cinq longues années, empêché qu'aucun avion ne puisse atterrir en Libye. Pour y arriver, il fallait prendre un avion pour la Tunisie, puis arriver à Djerba, puis continuer en voiture pendant cinq heures pour Ben Gardane, puis passer la frontière et remonter en trois heures de route par le désert jusqu'à Tripoli. Ou alors, passer par Malte et faire la traversée de nuit, sur des bateaux mal entretenus jusqu'à la côte libyenne. Un calvaire pour tout un peuple, juste pour punir un seul homme...

Mandela décida donc de rompre cette injustice et, répondant à l'ex-président Américain Bill Clinton, qui avait jugé cette visite «malvenue», il s'insurgea : «aucun Etat ne peut s'arroger le rôle de gendarme du monde, et aucun Etat ne peut dicter aux autres ce qu'ils doivent faire». Il ajouta : «Ceux-là qui hier étaient les amis de nos ennemis, ont aujourd'hui le toupet de me proposer de ne pas visiter mon frère Kadhafi; ils nous conseillent d'être ingrats et d'oublier nos amis d'hier». En effet, pour l'Occident, les racistes d'Afrique du Sud étaient leurs frères qu'il fallait protéger. C'est pour cela que tous les membres de l'ANC étaient considérés comme étant des dangereux terroristes, y compris Nelson Mandela. Il faudra attendre le 2 Juillet 2008 pour que le Congrès Américain vote une loi pour rayer le nom de Nelson Mandela et de ses camarades de l'ANC de cette liste noire, pas parce qu'ils avaient compris la bêtise d'une telle liste, mais parce qu'on voulait faire un geste pour les 90 ans de Nelson Mandela.

Si les Occidentaux sont aujourd'hui repentis de leur soutien d'hier aux ennemis de Mandela et sont vraiment sincères lorsqu'ils lui baptisent des rues et des places à son nom, comment continuer à faire la guerre à celui qui a permis la victoire de Mandela et son peuple, Kadhafi?

B) CEUX QUI VEULENT EXPORTER LA DEMOCRATIE SONT-ILS DES DEMOCRATES?

Et si la Libye de Kadhafi était plus démocratique que les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et tous ceux qui font la guerre pour «exporter la démocratie» en Libye?

Le 19 mars 2003, le président Américain Georges W. Bush lance les bombes sur la tête des Irakiens sous prétexte d'y exporter la démocratie. Le 19 mars 2011, c'est-à-dire 8 ans plus tard jour pour jour, c'est le président Français Nicolas Sarkozy qui lance ses bombes sur la tête des Libyens sous le même prétexte de leur offrir la démocratie. Monsieur Obama, Prix Nobel de la Paix 2009 et Président des Etats-Unis d'Amérique, pour justifier qu'il procède à un déferlement de missiles Cruise, de ses sous-marins, sur la tête des Libyens, a dit que c'était pour chasser le dictateur Kadhafi du pouvoir et y instaurer la démocratie.

La question que tout être humain doté de la moindre capacité intellectuelle de jugement et d'appréciation ne peut s'empêcher de se poser est: ces pays comme la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Italie, la Norvège, le Danemark, la Pologne, eux dont la légitimité pour aller bombarder les Libyens se base sur le seul fait de s'être autoproclamés «pays démocratiques», sont-ils réellement démocratiques? Si oui, sont-ils plus démocratiques que la Libye de Kadhafi?

La réponse, sans équivoque, est NON, pour la simple et bonne raison que la démocratie n'existe pas. Ce n'est pas moi qui l'affirme, mais celui-là même dont la ville natale, Genève, abrite l'essentiel du commandement des Nations Unies. Il s'agit bien entendu de Jean-Jacques Rousseau né à Genève en 1712, qui affirme dans le chapitre IV du Livre III de son très célèbre Du Contrat Social que: «Il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais». Pour qu'un Etat soit véritablement démocratique, Rousseau pose quatre conditions, selon lesquelles, la Libye de Kadhafi est beaucoup plus démocratique que les Etats-Unis d'Amérique, la France et tous les autres qui prétendent lui exporter la démocratie. Ces conditions sont:

1) La dimension de l'Etat:

Plus un Etat est grand, moins il peut être démocratique. Pour Rousseau, l'Etat doit être très petit pour que le peuple soit facile à rassembler et que chaque citoyen puisse aisément connaître tous les autres. Avant donc de faire voter les gens, il faut s'assurer que chacun connaisse tous les autres. Sans quoi voter pour voter est un acte dénué de tout fondement démocratique, c'est un simulacre de démocratie pour élire un dictateur. La structure de l'organisation de l'Etat libyen se fonde sur une base tribale, qui regroupe par définition le peuple en de petites entités. Le sentiment démocratique est plus présent dans une tribu, dans un village que dans une grande Nation, parce que le fait que tout le

monde se connaisse et que la vie tourne autour des mêmes points communs, apporte une sorte d'autorégulation, d'autocensure, même pour peser, à chaque instant, la réaction ou la contre-réaction des autres membres sur les opinions qu'on peut avoir.

Sous cet angle, c'est la Libye qui répond le mieux aux exigences de Rousseau. Ce n'est pas les cas des Etats-Unis d'Amérique, de la France ou de la Grande Bretagne, des sociétés fortement urbanisées où la majorité des voisins ne se disent même pas bonjour et donc ne se connaissent pas, même vivant côte à côte pendant 20 ans. Dans ces pays, on est passé directement à l'étape suivante, "le vote", qu'on a malignement sanctifié, afin de faire oublier que ce vote est inutile à partir du moment où je m'exprime sur l'avenir d'une nation sans en connaître ses membres. On est ainsi arrivé jusqu'à la bêtise du vote des citoyens vivant à l'étranger, là où se connaître et se parler est la condition essentielle de la communication pour le débat démocratique qui précède toute élection.

2) Il faut la simplicité des mœurs et des comportements:

Pour éviter que l'on passe l'essentiel du temps à parler de justice et de tribunal, pour trouver des solutions aux moult querelles d'intérêts divers qu'une société trop complexe fait naître naturellement. Les Occidentaux se définissent comme des pays civilisés, donc aux mœurs complexes. Et la Libye comme pays dit primitif, c'est-à-dire aux mœurs simples. Sous cet angle, encore une fois, c'est la Libye qui répondrait mieux aux critères démocratiques de Rousseau que tous ceux qui prétendent lui donner des leçons de démocratie.

Dans une société complexe, les trop nombreux conflits sont résolus par la loi du plus fort, puisque celui qui est riche évite la prison parce qu'il peut se permettre un meilleur avocat. Et surtout, il peut orienter l'appareil répressif de l'Etat contre celui qui vole une banane dans un supermarché, plutôt que le délinquant financier qui fait crouler une banque. Dans une ville comme New York où 75% de la population est blanche, 80% des postes de cadres sont occupés par des Blancs et ils ne sont que 20% de la population carcérale.

3) L'égalité dans les rangs et dans les fortunes.

Il suffit de voir le classement Forbes 2010 pour voir quels sont les noms des personnes les plus riches de chacun des pays qui jettent des bombes sur la tête des Libyens et voir la différence avec le salaire le plus bas dans chacun de ces mêmes pays. Il suffit ensuite de faire de même pour la Libye pour comprendre qu'en matière de redistribution de la richesse du pays, c'est à la Libye d'exporter son savoir-faire à ceux qui la combattent et non le contraire. Même sous cet angle, selon Rousseau, la Libye serait plus démocratique que ceux qui veulent pompeusement lui exporter la prétendue démocratie. Aux Etats-Unis, 5% de la population possèdent 60% de la richesse nationale. C'est le pays le plus déséquilibré, le plus inégal du monde.

4) Pas de luxe.

Pour Rousseau, pour qu'il y ait la démocratie dans un pays, il ne faut pas qu'il y ait de luxe parce que selon lui, le luxe rend nécessaire la richesse et cette dernière devient la vertu, l'objectif à atteindre à tout prix et non le bonheur du peuple. «Le luxe corrompt à la fois le riche et le pauvre, l'un par la possession, l'autre par la convoitise; il vend la patrie à la mollesse, à la vanité; il ôte à l'Etat tous ses citoyens pour les asservir les uns aux autres, et tous à l'opinion». Y a-t-il plus de luxe en France ou en Libye ? Ce rapport d'asservissement des employés, même des entreprises publiques ou semi-publiques, qui sont poussés au suicide pour des raisons de rentabilité, et donc de possession de luxe, est-il plus criant en Libye ou en Occident?

Le sociologue Américain C. Wright Mills a décrit en 1956 la démocratie américaine comme «la dictature des élites». Selon Mills, les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas une démocratie parce qu'en définitive, c'est l'argent qui y parle dans les élections et non le peuple. Le résultat de chaque élection y est l'expression de la voix de l'argent et non la voix du peuple. Après Georges Bush père et Georges W. Bush fils, pour les primaires républicaines de 2012, on parle déjà de Jeb Bush, le benjamin. En plus, si le pouvoir politique se base sur la bureaucratie, Max Weber fait remarquer qu'il y a 43 millions de fonctionnaires et militaires aux Etats-Unis, qui commandent effectivement le pays, mais qui n'ont été votés par personne et qui ne répondent pas directement au peuple de leurs activités. Une seule personne (un riche) est donc votée, mais le vrai pouvoir sur le terrain est tenu par une caste de riches qui ne résulte purement et simplement que de nominations, comme les ambassadeurs, les généraux de l'armée etc.

Combien de personnes dans les pays autoproclamés «démocratiques» savent qu'au Pérou, la Constitution interdit un deuxième mandat consécutif au président de la république sortant? Combien de personnes savent qu'au Guatemala, non seulement le président sortant ne doit plus jamais se présenter comme candidat à cette fonction, mais qu'en plus à aucun degré de parenté, aucun membre de sa famille ne pourra plus prétendre à cette fonction? Combien savent que le Rwanda est le pays qui intègre politiquement le mieux les femmes au monde avec 49% de parlementaires femmes? Combien savent que dans le classement de la CIA 2007, sur dix pays les mieux gérés au monde, quatre sont Africains? Avec la palme d'or à la Guinée équatoriale, dont la dette publique ne représente que 1,14% de son PIB?

La guerre civile, les révoltes, les rebellions sont les ingrédients qui laissent présager d'un début de démocratie, soutient Rousseau. Pas parce qu'ils sont positifs en tant que tels, mais parce que la démocratie n'est pas une fin, mais un processus permanent pour réaffirmer les droits naturels des humains. Droits que dans tous les pays du monde (sans

exception), une poignée d'hommes et de femmes, confisquant le pouvoir du peuple, oriente pour se maintenir aux affaires. On trouve ici et là des formes de castes qui usurent le mot «démocratie», qui en réalité, devrait être cet idéal vers lequel tendre et non un label à s'approprier ou un refrain à vanter, parce qu'on est juste capable de crier plus fort que les autres.

Si un pays comme la France ou les Etats-Unis est «paisible», c'est-à-dire sans aucune révolte, pour Rousseau cela veut tout simplement dire que le système dictatorial est suffisamment répressif pour empêcher toute tentative de rébellion. Si les Libyens se révoltent, ce n'est pas une mauvaise chose, en tant que tel, selon Rousseau. C'est vouloir que les peuples acceptent stoïquement le système qui les opprime partout dans le monde sans réagir qui est très mauvais. Et Rousseau de conclure: «Malo periculosam libertatem quam quietum servitium», c'est-à-dire, «s'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes». Dire donc qu'on tue les Libyens pour leur bien est un leurre.

C) QUELLES LECONS POUR L'AFRIQUE ?

Après 500 ans de relations de dominateur à dominé avec l'Occident, il est dès lors prouvé que nous n'avons pas les mêmes critères pour définir le bon et le méchant. Nous avons des intérêts profondément divergents. Comment ne pas déplorer le «oui» de trois pays africains au Sud du Sahara (le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Gabon) pour la résolution 1973, inaugurant la nouvelle forme de colonisation baptisée «protection des peuples», validant la théorie raciste que les Européens véhiculent depuis le 18ème siècle, selon laquelle l'Afrique du Nord n'a rien à partager avec l'Afrique subsaharienne, que l'Afrique du Nord serait ainsi plus évoluée, plus cultivée et plus civilisée que le reste de l'Afrique ?

Tout se passe comme si la Tunisie, l'Egypte, la Libye, l'Algérie ne faisaient pas partie de l'Afrique. Même les Nations Unies semblent ignorer la légitimité de l'Union Africaine sur ses états membres. L'objectif est d'isoler les pays d'Afrique subsaharienne afin de mieux les fragiliser et les tenir sous contrôle. En effet, dans le capital du nouveau Fond Monétaire Africain (FMA), l'Algérie avec 16 milliards de dollars et la Libye avec 10 milliards de dollars contribuent à eux tous seuls pour près de 62% du capital qui est de 42 milliards de dollars. Les premiers pays d'Afrique subsaharienne et les plus peuplés, le Nigeria et l'Afrique du Sud, arrivent très loin derrière avec 3 milliards de dollars chacun...

C'est très inquiétant de constater que, pour la première fois de l'histoire des Nations Unies, on a déclaré la guerre à un peuple sans avoir exploré au préalable la moindre piste pacifique pour solutionner le problème.

L'Afrique a-t-elle encore sa place dans une telle organisation? Le Nigeria et l'Afrique du Sud sont disposés à voter «oui» à tout ce que l'Occident demande, parce qu'ils croient naïvement aux promesses des uns et des autres, relativement à une place de membre permanent au Conseil de Sécurité, avec droit de veto. Ils oublient tous les deux que la France n'a aucun pouvoir de leur attribuer le moindre poste. Si elle l'avait, il y a belle lurette que Mitterrand l'aurait faite pour l'Allemagne de Helmut Kohl. La réforme des Nations Unies n'est pas à l'ordre du jour. La seule manière de compter, est la méthode chinoise: tous les 50 pays africains doivent quitter les Nations Unies. Et s'ils doivent y retourner un jour, ils devraient ne le faire que s'ils ont obtenu ce qu'ils demandent depuis longtemps, c'est-à-dire, un poste pour toute la Fédération Africaine. Sinon rien.

Cette méthode de la non-violence est la seule arme de justice dont disposent les pauvres et les faibles que nous sommes. Nous devons tout simplement quitter les Nations Unies, car cette organisation de par sa configuration, de par sa hiérarchie est aux services des plus forts.

Nous devons quitter les Nations Unies afin de marquer notre réprobation de cette conception du monde basée uniquement sur l'écrasement du plus faible. Tout au moins ils seront libres de continuer de le faire, mais pas avec notre signature, pas en rappelant que nous sommes d'accord alors qu'ils savent très bien qu'ils ne nous ont jamais interrogés. Et même quand nous donnons notre propre point de vue (comme cela a été le cas pour la rencontre du 19 mars 2011 à Nouakchott avec la déclaration sur la contrariété à l'action militaire), ceci est simplement passé sous silence, afin qu'il soit possible d'accomplir le forfait de bombarder le peuple africain.

Ce qui arrive aujourd'hui est le scénario déjà vu auparavant avec la Chine. Aujourd'hui, on reconnaît le gouvernement d'Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire, on reconnaît le gouvernement des insurgés en Libye. C'est ce qui s'est passé à la fin de la deuxième guerre mondiale avec la Chine. La soit disante communauté internationale avait choisi Taiwan comme unique représentant du peuple chinois en lieu de place de la Chine de Mao. Il faudra attendre 26 ans, c'est-à-dire le 25 octobre 1971 avec la résolution 2758 (que tous les Africains devraient lire), pour mettre fin à la bêtise humaine. La Chine est admise, sauf qu'elle a imposé et obtenu d'être membre permanent avec droit de veto, sous peine de refus d'adhésion. Cette exigence satisfaite et la résolution d'admission entrée en vigueur, il faudra attendre encore un an pour que le 29 septembre 1972, le Ministre Chinois des Affaires Etrangères donne sa réponse, par une lettre au Secrétaire Général des Nations Unies, non pas pour dire «oui» ou «merci», mais pour faire des mises au point, en garantie de sa dignité et de sa respectabilité.

Qu'est-ce que l'Afrique espère obtenir des Nations Unies sans poser un acte fort pour se faire respecter? On a vu en Côte d'Ivoire un fonctionnaire des Nations Unies se considérer au-dessus d'une institution constitutionnelle de ce pays. Nous sommes entrés dans cette organisation en acceptant d'être des serfs. Croire aujourd'hui que nous serons invités à table pour manger avec les autres dans les plats que nous avons lavés

est tout simplement crédule, voire stupide. Quand l'Union Africaine reconnaît la victoire de Ouattara sans même tenir compte des conclusions contraires de ses propres observateurs envoyés sur le terrain, juste pour faire plaisir à nos anciens maîtres, comment peut-on nous respecter? Lorsque le président Sud-Africain, Jacob Zuma, déclare que Ouattara n'a pas gagné les élections, et qu'après un détour par Paris, il change de position à 180°, on peut se demander ce que valent ces dirigeants qui représentent et parlent au nom d'un milliard d'Africains.

La force et la vraie liberté de l'Afrique viendront de sa capacité à poser des actes réfléchis et à en assumer les conséquences. La dignité et la respectabilité ont un prix. Sommes-nous disposés à le payer? Si non, notre place reste à la cuisine, aux toilettes pour garantir le confort des autres. Rascom AFRICA SAT

Autres contributions de l'auteur:

- Jean-Paul Pougala est Camerounais et Italien, professeur à l'Université de la Diplomatie de Genève en Suisse et co-auteur de «L'Afrique, l'Europe et la Démocratie Internationale» aux Editions Deferop.

- Article initialement publié sur Saoti, revu et corrigé par Pensées Noires.

- CK7UP.iNC <http://www.ndjokabook.ru.cm>

© 2011, wp_admin. All rights reserved. CK7UP.iNC | CK7UP@YANDEX.RU

WebRepÉvaluation globale

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

BERNARD

le 3 novembre 2011 - 17:55 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



"ces différentes institutions sont réputées pour servir de réserve personnelle au clan."

-> regrettable qu'Owني via cet article participe aussi à la propagande de guerre de l'OTAN :(

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

4 pings

Fortune des dictateurs: au tour de Ben Ali et Kadhafi » OWNI, News, Augmented I BlaBlaBI Arth le 18 avril 2011 - 22:50

[...] commencer et pour essayer de voir comment l'édition de ce blog fonctionne... Fortune des dictateurs: au tour de Ben Ali et Kadhafi » OWNI, News, Augmented. Cette entrée a été publiée dans bonnes ou mauvaises.... Vous pouvez la mettre en favoris [...]

Fortune des dictateurs: au tour de Ben Ali et Kadhafi I Tunis Tribune le 4 mai 2011 - 14:45

[...] Lu sur Owني.fr [...]

Killuminati.fr » Lumière sur les biens mal acquis le 3 juillet 2011 - 15:43

[...] "Nous avons une seule contrainte : que la façade ne soit pas éclairée par les lampadaires, sinon on ne voit pas bien l'image projetée. C'est notamment pour ça que nous avons fait la projection ici" détaille Matthieu Jules. D'où le choix, un peu surprenant en ces temps de printemps arabe, de mettre en lumière ce bien d'une valeur estimée de 100 millions d'euros appartenant à Ali Bongo, plutôt qu'un bien de Ben Ali ou Kadhafi, comme il y en a tant à Paris. [...]

Coup de projecteur sur les « biens mal acquis » de Paris I AFRIK ONLINE le 13 juillet 2011 - 16:43

[...] devenus la propriété d'une personne suite à un détournement du patrimoine public. Le média Owني regroupe sous l'expression trois catégories de biens mal acquis : les voitures de luxe et les [...]

